

du très honorable représentant de Prince Albert. Le ministre peut-il dire si le gouvernement songe sérieusement à établir un prix de soutien semblable à celui de la formule Robert Winters, si j'ose dire, proposée il y a deux ans?

**L'hon. M. Pepin:** Monsieur l'Orateur, j'ai répondu précisément à cette question hier, lorsque j'ai dit que nous examinons la situation dans son ensemble. J'ai déclaré qu'avant d'accéder à la demande des députés de ce côté-ci et de l'autre, nous voulions examiner toute la situation. Nous voulons savoir s'il est vraiment possible de revenir au barème de l'accord international sur les céréales et combien de ventes la Commission du blé pourrait effectuer...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

**M. A. P. Gleave (Saskatoon-Biggar):** Une autre question supplémentaire pour le ministre de l'Industrie et du Commerce. Pouvons-nous espérer que la décision ne tardera pas trop?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le député peut poser des questions, mais ne saurait exprimer d'espoir.

[Plus tard]

**M. Schreyer:** Monsieur l'Orateur, je pose la question de privilège. Le ministre de l'Industrie et du Commerce qui devait répondre à ma question, a déclaré l'avoir fait hier. C'est exactement ce qu'il n'a pas fait. Je tiens à dire au ministre qu'il aurait dû y songer il y a quatre mois...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie. Il ne s'agit pas davantage de la question de privilège.

[Français]

### LES FINANCES

#### ON DEMANDE D'ÉTUDIER LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Henry Latulippe (Compton):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que la hausse constante des taux d'intérêt nuit considérablement à plusieurs entreprises canadiennes, le ministre dirait-il à la Chambre s'il a l'intention de trouver des moyens en vue de remédier à cette situation?

**M. l'Orateur:** L'honorable député invite l'honorable ministre à faire une déclaration d'ordre général. Je ne crois pas que la question, telle que posée, soit recevable.

[M. Schreyer.]

[Traduction]

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LE REGROUPEMENT DES ÉCOLES MILITAIRES

**L'hon. J. A. MacLean (Malpèque):** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Défense nationale voudrait-il nous dire si son ministère envisage le regroupement des écoles militaires à un même endroit dans la région d'Ottawa?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Je ne vois pas bien l'urgence de cette question. Ne conviendrait-il pas plutôt de l'inscrire au *Feuilleton*?

### L'IMPÔT SUR LE REVENU

#### LE PRÉLÈVEMENT DE L'IMPÔT DE PROGRÈS SOCIAL SANS APPROBATION

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Puis-je poser une question au ministre des Finances, monsieur l'Orateur? Étant donné qu'hier, le leader du gouvernement à la Chambre dans son exposé des travaux prévus d'ici le congé de Pâques n'a mentionné aucun projet de loi visant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, et qu'aucune mesure de ce genre ne figure au *Feuilleton*, puis-je demander au ministre jusqu'à quand le gouvernement entend prélever cet impôt de progrès social de 2 p. 100 sans l'approbation du Parlement?

**M. l'Orateur:** Le député admettra, et je ne crois pas faire erreur, que cette question a déjà été posée. Je me demande si je devrais permettre qu'elle soit posée encore aujourd'hui.

**M. Knowles:** J'en appelle au Règlement, monsieur l'Orateur. Les mois s'écoulent et cet impôt est perçu sans que le Parlement l'ait approuvé. Je crois que le pays a le droit de savoir pendant combien de temps encore persistera cette situation.

**M. l'Orateur:** L'ordre du jour.

### ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

#### LA LOI SUR LES BREVETS—LA LOI SUR LES MARQUES DE COMMERCE

##### EXTENSION DU POUVOIR D'ACCORDER DES LICENCES—ÉTAPE DU RAPPORT

La Chambre reprend l'étude, interrompue le jeudi 27 mars, du bill C-102 tendant à modifier la loi sur les brevets, la loi sur les marques de commerce et la loi des aliments et drogues, dont le comité permanent de la santé, du bien-être social et des affaires sociales a fait rapport (sans amendement).